

Résumé

L'économie du Royaume-Uni est sortie de la récession de 2008-09 avec une forte dette publique et privée et un taux de chômage élevé. La période de croissance vigoureuse et de stabilité macroéconomique qui a précédé la crise avait masqué l'accumulation de sérieux déséquilibres sous l'effet d'un recours excessif au financement par l'emprunt et au secteur financier, ainsi que de l'envolée des prix des actifs. Il est indispensable de remédier à ces déséquilibres pour assurer une reprise stable et durable. Le gouvernement a lancé un vaste et nécessaire programme d'assainissement des finances publiques et de réformes structurelles visant à raffermir la croissance et à rééquilibrer l'économie dans les années à venir.

Une reprise générale s'est amorcée à la fin 2009, mais l'économie devra affronter de puissants vents contraires en 2011, qui pourront être atténués si la politique monétaire continue de soutenir l'activité. L'assainissement prévu des finances publiques est nécessaire pour assurer à terme la viabilité de la situation budgétaire. Ses effets s'ajouteront néanmoins aux vents contraires engendrés par la faible progression des revenus en termes réels et par l'essoufflement de la reprise des échanges mondiaux. La politique monétaire doit donc conserver une orientation expansionniste, même si l'inflation est significativement supérieure à l'objectif, afin de soutenir la reprise.

Si l'action et les réformes du gouvernement concernant la programmation et le cadrage budgétaires ont sensiblement réduit les risques dans ce domaine, il faudra encore améliorer le cadre budgétaire et procéder à des réformes destinées à consolider le secteur financier. Les autorités se sont lancées dans un programme ambitieux et nécessaire d'ajustement des finances publiques et de renforcement des institutions budgétaires, notamment en prenant la judicieuse initiative de créer l'Office for Budget Responsibility. Il conviendrait aussi de commencer à prendre des mesures pour mettre en place un cadre budgétaire permanent, à mesure que progresse le rééquilibrage des finances publiques. La création du Financial Policy Committee permettra de renforcer la politique macroprudentielle, mais de nouvelles mesures sont nécessaires pour remédier aux problèmes qui se posent du fait du renflouement automatique des banques jugées trop importantes pour pouvoir faire faillite.

Les réformes de la politique du logement devraient avoir pour but de favoriser l'accessibilité à la propriété et d'atténuer la volatilité excessive des prix, en améliorant l'offre de terrains disponibles et en réduisant l'instabilité de la demande de logements. La rigidité de l'offre de logements et l'augmentation rapide de la demande ont fait monter les prix de l'immobilier résidentiel, ce qui a réduit les possibilités d'accession à la propriété et contribué à l'instabilité sur le plan macroéconomique et financier. Pour accroître l'offre de logements, il faudrait surtout faciliter l'accès aux terrains constructibles et inciter suffisamment les collectivités locales à autoriser des projets immobiliers. Il y aurait lieu de revoir la fiscalité du logement, qui est régressive et encourage une demande excessive de logements, afin de mieux tenir compte de la valeur du bien.

De nouvelles réformes sont nécessaires pour améliorer les résultats de l'enseignement en Angleterre, notamment parmi les groupes défavorisés. Bien que les ressources aient été

notablement accrues, les résultats de l'enseignement en Angleterre, d'après les scores au PISA, restent statiques et inégaux, et pourraient être améliorés en concentrant davantage les ressources sur les enfants désavantagés. La nouvelle Pupil premium représente un pas dans la bonne direction, mais il faudrait encore plus de transparence dans le financement. Un degré d'autonomie élevé et plus uniforme pour tous les établissements, quels qu'ils soient, sur le plan du recrutement et des rémunérations, contribuerait à une affectation efficace des ressources. Il y aurait lieu d'améliorer la qualité de la formation professionnelle. Il serait possible d'améliorer encore les réformes des droits de scolarité inscrites dans la loi afin de réduire les coûts budgétaires et de développer l'enseignement supérieur.

Pour atteindre des objectifs ambitieux sur le plan du changement climatique et réduire les émissions, il faudrait relever les prix du carbone et les uniformiser. Le changement climatique est un enjeu mondial et il faudrait en priorité s'attacher à relever les prix du carbone, à en élargir l'assiette et à les stabiliser dans le cadre de l'Union européenne. Il conviendrait d'harmoniser et de simplifier les politiques nationales de tarification du carbone, en termes de programmes et de prix. Des conditions plus stables pour les sources d'énergie renouvelables permettraient à celles-ci de se développer, mais il faudrait peut-être aussi soutenir d'avantage la R-D dans les nouvelles technologies. Des mesures d'adaptation doivent être prévues, moyennant, dans un premier temps, des investissements à « faibles regrets ».



Extrait de :
OECD Economic Surveys: United Kingdom 2011

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-gbr-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: United Kingdom 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-gbr-2011-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.